

Pour vivre, vivons cachés

Le Sénégal fait figure de bon élève lorsqu'on aborde les droits humains. Mais la répression pénale et la condamnation sociale dont les homosexuels sont victimes révèlent la face cachée de la tolérance chère au pays.

Etre homosexuel au Sénégal

Aujourd'hui : Pour vivre, vivons cachés. Quand la loi et la société condamnent l'homosexualité.

Lundi 21 mars : Les activistes gays, funambules des temps modernes.

Mardi 22 mars : Demandeurs d'asile et homosexuels parcours de crédibilité.

Reportage **Valentine Van Vyve (texte)**
et **Johanna de Tessières (photos)**
Envoyées spéciales au Sénégal

Du dehors, on ne pourrait soupçonner âme qui vive dans cet appartement de Dakar. Plusieurs coups sont frappés sur la porte. Elle résiste puis s'entrouvre quelques secondes plus tard. Une fois à l'intérieur, c'est le silence qui, le premier, répond. Dans la pénombre, quatre hommes sont allongés dans les larges fauteuils de cuir beige, fixant d'un regard peu intéressé l'écran de télévision qui leur fait face. Deux autres ont posé un matelas sur le sol du bureau transformé en chambre de fortune et y cherchent le sommeil alors qu'un dernier sort de la salle de bain, une serviette nouée autour de la taille. "Nous n'avons pas l'habitude de recevoir du monde", s'excuse Thomas. Sept hommes sont, depuis une dizaine de jours, cachés dans cet appartement de la capitale sénégalaise. Leur vie est désormais rythmée par les angoisses : de voir débarquer ceux qui voudraient les lyncher; de ne savoir ce dont demain sera fait. "Je préférerais disparaître. Mourir. C'est mieux que cette souffrance", confie Khalil, la voix nouée.

Quand le peuple se fait justice

Ils sont homosexuels. Rien de répréhensible, a priori. Sauf qu'ils ont été accusés d'"acte contre-nature", pénalement condamnable en cas de flagrant délit. Aucune charge n'a finalement été retenue contre eux. Mais la vérité juridique importe peu, dépassée par la justice du peuple. Battus par la police puis protégés par celle-ci de la vindicte populaire, traqués, ils ont finalement été exfiltrés par Diadji Diouf depuis leur ville d'origine. "Entre deux maux, on préfère que la police nous trouve plutôt que

nos concitoyens", admet, fatigué, cette figure tantôt gaie tantôt grave de la défense des droits des minorités sexuelles, passée par la case prison pour des accusations similaires en 2008.

L'histoire des "11 de Kaolack" a fait grand bruit. Les médias qui s'étaient procuré des images de leurs visages filmés par la police se sont déchaînés, enclenchant une spirale infernale. Les leaders religieux y sont allés de leurs messages alarmistes : "Le mal est en train d'arriver. Il faut lui casser les pieds, lui couper la tête et le vider de ses entrailles", a ainsi déclaré l'imam de la ville religieuse. Ce genre d'événement n'est pas isolé. Il est symptomatique de l'insécurité dans laquelle vivent la très grande majorité des LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres) et des violations récurrentes de leurs droits les plus élémentaires, particulièrement depuis le seuil critique d'homophobie atteint en 2008 et qui persiste jusqu'à ce jour. "Etre homo, c'est vivre avec un secret. La seule échance se résume en une question : quand va-t-il être découvert ?", chuchote Cheikh Ndongo Fall depuis la terrasse d'un café faisant face à la mosquée dont il est le muezzin.

Et pourtant, "jusqu'à la colonisation, les homosexuels étaient reconnus pour le rôle qu'ils jouaient dans les cérémonies familiales. Ils avaient un certain statut", explique le longiligne Abo Backry, président de l'association de défense des droits humains Raddho. On les appelait les "boromniatur", "ceux qui ont deux noms", celui d'homme et de femme. La pénalisation de l'acte contre-nature est en réalité une réminiscence de la période coloniale. Ce lien entre l'ancienne colonie et la métropole française est même amplifié par ce que l'imam Kante, que l'on compte parmi les progressistes, dénomme la "mondialisation de la morale". L'image que renvoie l'Occident de l'homosexualité, vécue librement, heurte la population sénégalaise. "Cela nourrit les imaginaires et tend à provoquer des réactions de repli", explique l'imam, le regard aussi clair que l'élégante robe

"Tant qu'ils se limitaient à jouer aux fous du roi, tout le monde semblait tolérant. Aujourd'hui, ils veulent vivre leur identité sans se faire passer pour des clowns."

SEYDI GASSAMA
Président d'Amnesty.

qu'il porte. Les gays sont perçus comme des chevaux de Troie, comme autant de tentatives de l'Occident d'imposer ses valeurs. Ainsi, chaque pas fait en faveur de plus de tolérance envers les homosexuels est considéré comme la "porte ouverte à toutes les dépravations". "Plus ils se voient octroyer des droits là-bas, plus ils sont discriminés ici", résume Cheikh Ndongo Fall. "L'homosexualité n'a aucun lien avec les valeurs ou la religion", souligne avec un brin d'ironie Djamil Bangoura, président affable et sans concession de Prudence, seule association LGBT reconnue comme telle.

Cette homosexualité que je ne saurais voir

Ce matin-là, une jeune femme est chassée par la clameur publique. Elle a des piercings et porte une casquette. Ce matin-là, entre chien et loup, un jeune homme quitte le foyer familial, menacé de mort par son père pour une conversation jugée ambiguë. Ce matin-là, Junior se réfugie dans les locaux de Prudence, le visage tuméfié, le bras cassé. La veille, dans un bar de la capitale, il portait un jean serré. Ce matin-là, Sow et ses amis ne sortiront pas. Le cas de Kaolack les expose au danger. C'est un matin comme beaucoup d'autres bien que, en milieu rural, l'anonymat soit moins de rigueur encore. "La condamnation sociale se base sur des choses insignifiantes", regrette Ndeye Kebe, figure de la lutte pour les droits de la femme.

"Les discours sont extrêmement hostiles. Mais la société reste assez tolérante", tempère Seydi Gassama, président de la section sénégalaise d'Amnesty. Tolérante... Tant que l'homosexualité se vit cachée et qu'on ne la nomme pas. On peut expliquer ce devoir de réserve par la "Sutura". La "discretion" porte en haute estime le fait de ne pas attirer l'attention sur sa personne et ses activités. Cette valeur garantit une forme de vie privée toutefoix dépourvue d'espace privé. "L'homosexualité est acceptée si les gays assurent la continuité de leur lignée. Elle ne l'est pas si on raisonne en termes de mariage et d'acquisition de droits", résume en pesant chaque mot Thomas Ayissi, activiste de la première heure. Il conforte l'assertion de l'ex-président Wade selon qui le "Sénégal n'est pas prêt à la légalisation de l'homosexualité". Dès lors, comme tant d'autres, Babacar "n'admettra jamais être gay. C'est inconcevable pour ma famille. Je mènerai une double vie : j'aurai une femme et un mari", réagit-il, ouvrant les yeux grands comme des soupapes.

Assis sur la terrasse de son appartement alors que la soirée hivernale offre un inhabituel vent chaud, Diadji Diouf plonge son regard sombre dans les yeux de ses interlocuteurs. "On est en train d'éduquer les Sénégalais à mentir à leur propre famille", enrage celui qui a perdu la sienne. "Mieux vaut tout perdre plutôt que sa famille. Les enjeux dépassent notre seule personne", poursuit d'une voix chevrotante Ousmane, membre cadre de l'association Aides. Cette famille est par ailleurs souvent la source unique de revenus. Parfois, elle est celle qui protège. C'est le cas de Lika : "Comment une mère peut-elle ignorer ce qu'est son enfant ?", interroge ce petit bout de femme dynamique aux ongles colorés. Ou encore de ces familles qui acceptent que leur enfant revienne, après une délicate médiation et à la condition qu'il se

repente. Dans d'autres cas, c'est elle qui dénonce, rejette et condamne. "Une fois que c'est public, vous devenez la cause de tous les maux", regrette "Maman Kebe", dont l'appartement est un refuge pour beaucoup. La famille elle-même est stigmatisée si elle revendique son soutien. Arona, aîné d'une fratrie dont il a la responsabilité financière, a donc décidé de se taire pour "la protéger", murmure l'imposant mais timide bonhomme, engoncé malgré la chaleur dans un blouson de cuir noir.

Une question de droits humains

Les campagnes qui visent à mettre les homosexuels au ban de la société leur dénie la qualité de citoyens que leur reconnaît la Constitution. De plus, lorsqu'un homosexuel est victime d'agression, sa seule plainte est susceptible de le faire passer du statut de victime à celui de suspect. "Tant qu'ils se limitaient à jouer aux fous du roi, tout le monde semblait tolérant. Aujourd'hui, ils veulent vivre leur identité sans se faire passer pour des clowns. Cette nouvelle forme de revendication de droits pose problème. Comme il est constant en Afrique de l'Ouest, le Sénégal stigmatise l'homosexualité. Mais en plus, il criminalise l'acte homosexuel, ce qui le place en retrait sur le plan du droit", commente le président d'Amnesty. Un simple soupçon expose quiconque à des violences physiques et morales, quand cette allégation ne mène pas au poste de police, voire à l'inculpation à la suite de "procès peu respectueux du droit international et discriminatoires, qui confondent l'acte et l'orientation sexuelle", souligne-t-il. Le respect de la vie privée et la présomption d'innocence sont toutes deux mises à mal. Fait étonnant, "personne n'a jamais été arrêté sur base de la loi qui pénalise l'acte contre-nature. Il ne s'agit que d'arrestations arbitraires basées sur des rumeurs", s'insurge Ndeye Kebe en rajustant le foulard brun tacheté de jaune noué autour de son crâne rasé. Si les arrestations sont nombreuses, elles sont donc rarement suivies d'inculpation.

Souvent évoquée par ses détracteurs, la dépenalisation de l'acte homosexuel n'est pas revendiquée, dans l'immédiat, par la plus grande partie des LGBT. "Pour le moment, on se concentre sur le respect des droits au quotidien : comment aller travailler sans être agressé, ne pas être délogé, vivre dignement, mourir dignement", soulève Diadji Diouf, faisant référence au corps d'un homme, présenté comme homosexuel, exhumé à plusieurs reprises car jugé indigne d'une sépulture. "Le gouvernement ne peut pas ratifier les conventions pour les droits humains et arrêter des gens sans raison", insiste l'activiste dont le t-shirt dévoile les muscles saillants. "Les droits des LGBT n'existent pas. Il n'existe que des droits humains, appliqués à tous les citoyens", abonde Ndeye Kebe.

Les organisations de défense des droits humains sont plus prudentes. Selon elles, "la liberté d'expression ou de manifestation sont des droits fondamentaux dont l'exercice expose les homosexuels à la vindicte populaire". Cette visibilité accrue, M. Fall la voit comme un problème plutôt qu'une solution. "Poser le problème sur le plan des libertés favorise un changement de comportement qui les met en danger", s'inquiète-t-il. Le résultat de cette "psychose nationale" est de "faire disparaître" les homosexuels de l'espace public, juge Abo Backry. Ce "repli dans la clandestinité est un risque pour la société entière". "On nous répète l'importance de ne pas gêner", dit Mohamed, le visage enfoncé dans le cadre de la fenêtre de cet appartement de Dakar. Il souffle la fumée de sa cigarette, respire l'air du dehors et ponctue : "On va lutter pour que ce soit la société qui ne nous heurte plus."

Le triangle de l'homophobie

■ Médias, religieux et représentants politiques se renforcent mutuellement dans leurs attitudes homophobes.

Les islamistes manipulent les médias pour se rendre visibles comme défenseurs de la foi et de l'ordre moral (le leur) et présenter l'Etat comme faible ou complice." Tidiane Kassé, journaliste, résume ainsi le jeu d'influence qui renforce l'homophobie et pointe les acteurs clés du rejet des LGBT. L'homosexualité est tantôt un acte criminel, tantôt une perversion qu'il convient de soigner, tantôt une insulte envers la société.

Suicide politique

Ce que les autorités donnent d'une main en organisant, discrètement, la réponse au VIH sida (voir *Epin-glé*), elles le reprennent de l'autre en pénalisant l'acte contre-nature. Cette schizophrénie tient de la logique politicienne. "Il est suicidaire de ne pas se déclarer contre l'homosexualité. Ne rien dire est une prise de position en sa faveur", explique l'activiste et journaliste Thomas Ayissi. Comme ce fut le cas cette semaine à l'approche du référendum constitutionnel de ce dimanche, chaque échéance électorale amplifie les prises de position hostiles des élus qui s'alignent sur celles des chefs ou associations religieuses, tétanisés par le risque de se les mettre à dos. La société, organisée en confréries religieuses, confère à celles-ci une influence considérable sur les fidèles, potentiels électeurs. "On a atteint un tel niveau de haine que dire la réalité sur les homos est inacceptable", se désole Cheikh Ndongo Fall, professeur de développement personnel à l'université de Dakar.

La "teranga" s'effrite

Le Sénégal offre un modèle de coexistence pacifique du point de vue religieux et ethnique. La *teranga*, la tolérance et l'hospitalité, est cependant "mise à mal par des acteurs qui se positionnent sur l'échiquier politique sous couvert du rideau de la religion", analyse Abo Backry. Dans le rang des homophobes, le rejet est utilisé dans un rapport binaire: "Le pouvoir libère les homosexuels et enferme les imams (en référence à ces imams accusés de tenir des discours proches des milieux islamistes). La lutte contre les homosexuels est instrumentalisée pour remettre en cause le caractère laïque et démocratique de la République", tonne l'activiste des droits humains. Mais "dans un Etat laïque, la réponse de la religion a ses limites. Certains semblent l'oublier", constate l'imam Kante. Dans leur sillage, ils amènent une partie

importante de l'opinion publique, nourrie par de fausses croyances: serrer la main d'un gay, marcher derrière lui ou l'avoir dans son foyer "porte malheur". "Il est facile de faire croire que l'on dévie vers une société de perversion en utilisant la fibre religieuse", analyse Abo Backry.

Dans un pays à 95% musulman, de nombreux homosexuels se réclament de l'islam. Si leur foi leur permet de tenir malgré les injustices, ils trébuchent sur la religion, utilisée – par eux comme par leurs détracteurs – pour justifier les discriminations qu'ils subissent. "La position de l'islam est catégorique. L'acte homosexuel est une transgression de la morale sexuelle islamique et est rejeté par le Coran", éclaire l'imam Kante depuis la mosquée du Point E. "Leur choix ne me regarde pas mais je réponds à ceux qui m'interrogent qu'ils doivent revenir à une vie compatible avec le religieux", complète M. Fall, muezzin de cette même mosquée. Tous deux comptent parmi cette "race d'imams rebelles" se positionnant ouvertement contre l'homophobie. La limite de ce réseau est néanmoins de parler de l'homosexualité sous l'aspect de la santé et des conséquences de la stigmatisation dont les gays

sont victimes. "Rien ne justifie les appels à la haine et à la violence", défend fermement l'imam. "Quand on leur explique les risques auxquels nous sommes exposés, ils se montrent compréhensifs. On sort de l'idée selon laquelle nous ternissons l'image de la société et de la religion", ajoute Jean, activiste de l'ombre. Le changement des mentalités est cependant une lutte de longue haleine, en témoignent les dires du représentant religieux selon qui "on ne peut laisser faire tout et n'importe quoi au nom de la liberté: nous ne pouvons les laisser pervertir nos jeunes". Malgré sa position d'ouverture, il limite l'homosexualité à une pratique sexuelle choisie et la positionne sur une échelle de valeurs, déconnectée de son caractère identitaire et sentimental.

L'homophobie est vendeuse

Le rôle des médias est jugé "existentiel" tant ils font le jeu des plus radicaux en traitant la question de l'homosexualité du point de vue moral et religieux, souvent sur un ton érotisant. "Avec les médias de masses, la nébuleuse devient visible. Les sujets y sont débattus sans éthique ni déontologie, mises de côté pour répondre à ce que la population attend", analyse M. Fall. Il suffit d'ouvrir un journal pour constater combien celle-ci est friande de faits divers et de mœurs. Suivant cette logique, les médias "exagèrent le trait, inventent des faits dans une logique marchande: l'omo-

phobie est vendeuse”, dénonce Thomas Ayissi. Les figures militantes s'accordent sur le fait qu'il faille dépassionner le débat et apporter un discours alternatif fondé sur le droit. Mais la parole leur est rarement donnée, les médias ne voulant être complices de ceux qui *“font la promotion”* de l'homosexualité. C'est dire si la publication récente d'un de leurs communiqués a été vécue comme une petite victoire. Savourée en toute discrétion.

VVWy

***“Les médias
exagèrent le trait,
inventent des faits
dans une logique
marchande:
l'homosexualité
est vendeuse!”***

CHEIKH NDONGO FALLMuezzin et éducateur
de santé.

Santé publique

Le Sénégal a atteint un niveau plancher de contamination au VIH sida (0,7%). Mais le taux de prévalence au sein des populations dites clés, dont font partie les homosexuels, monte à 21%. Les autorités ont dès lors mandaté les associations LGBT, officiellement actives dans le domaine de la santé, pour sensibiliser et accompagner ceux que les premières participent à garder dans l'anonymat. *“L'hostilité à leur égard est considérée comme un facteur de propagation, explique Djibi Sow. Quand ils sont discriminés, pourchassés, ils se cachent, n'ont plus accès au traitement, ne vont plus dans les centres de dépistage”*, constate le président d'ACI, qui vise à créer le dialogue entre les acteurs de la société. Les efforts consentis de concert par le monde politique, associatif et religieux sont contrariés par le fait que le préservatif puisse être utilisé comme élément à charge. Dès lors, qu'ils soient bisexuels ou qu'ils se marient afin d'éloigner les soupçons, ils exposent leur femme et leurs enfants au risque de contamination.